

## la carte blanche

# Vervoort-Vanhengel II : des solutions dépassées et des défis sans réponse

**Johan Van den Driessche, Liesbeth Dhaene et Cielkje Van Achter**, députés du groupe N-VA au parlement bruxellois

**La N-VA passe au crible le programme de la future coalition régionale bruxelloise. Elle plaide pour un véritable plan de relance socio-économique.**

Quel spectacle ce 14 juillet, lors de la présentation de l'accord de gouvernement bruxellois : les fleurs de Vanhengel (Open VLD) pour Onkelinx (PS) et les applaudissements de la salle !

Était-ce vraiment mérité ?

Pour la N-VA, l'accord ainsi présenté est tout sauf ambitieux ou innovant.

Il est pourtant grand temps d'agir pour Bruxelles. On y retrouve bien quelques petits plans et même des idées que nous approuvons, mais il ne s'agit en rien d'un changement de cap ou d'un plan de relance socio-économique.

## Hausse perverse de la taxation

La N-VA plaide également pour la suppression de la taxe régionale et pour la réduction de l'impôt des personnes physiques, mais ceci doit être contrebalancé par des économies et non par de nouveaux impôts.

Une augmentation du précompte immobilier, que l'Open VLD appelle impôt sur la fortune, ne va faire que tirer les loyers vers le haut et fuir la classe moyenne

ainsi que les entreprises. Pour rappel : en 2013, environ 40 % des entreprises bruxelloises ont évalué la possibilité de déménager (en partie) leurs activités hors de Bruxelles.

## Des emplois précaires

La priorité de ce gouvernement est l'emploi. Et pour cause... ! Mais les choix politiques opérés se révèlent peu judicieux. Le Gouvernement bruxellois veut donner prioritairement un emploi public temporaire aux jeunes chercheurs d'emploi. Une approche très socialiste, en somme. L'histoire nous apprend pourtant que ce type d'emplois piège plutôt les jeunes dans un statut précaire sans perspectives d'avenir. La priorité devrait être d'amener ces nombreux jeunes vers des postes dans des entreprises privées, et de donner l'oxygène nécessaire à l'économie locale pour créer ces emplois. Un accompagnement plus intensif des demandeurs d'emploi, allié à un contrôle quant à leur disponibilité, assorti de sanctions lorsque

c'est nécessaire, constituent la pierre angulaire d'une politique d'activation performante. Rien n'indique que le Gouvernement va réellement faire usage de sa compétence de sanction nouvellement acquise. Bien au contraire, tout semble indiquer que nous allons rester le mauvais élève de la classe « Belgique ».

## Bruxelles, vraiment capitale ?

Cela n'aurait pourtant dû échapper à personne lors de la conférence de presse, mais

Bruxelles est la capitale des deux communautés, de ce pays et de l'Union européenne. Il est d'autant plus dramatique qu'en matière de bilinguisme (dans les hôpitaux, services communaux et régionaux), il n'y ait aucune amélioration à attendre. Et il ne s'agit

aucunement d'une exigence « communautaire », mais tout simplement d'une question de respect et d'observation de la loi qui ne se résoudra pas en faisant l'autruche. Le Gouvernement bruxellois – dont fait partie le FDF – va-t-il inverser la tendance aux nominations illégales de personnes ne connaissant pas le néerlandais ?

En tant que capitale et petite région, Bruxelles a tout à gagner à entretenir de bons rapports avec les entités fédérées. Le FDF avait à peine entériné les principes de la formation que sa figure de proue, Olivier Maingain, remettait à nouveau l'extension de Bruxelles sur la table. De telles déclarations de partis de la majorité bruxelloise contenant des revendications sur le territoire flamand sont bien évidemment néfastes pour une entente en bonne intelligence.

## Un silence assourdissant

La Région doit épargner 300 millions d'euros, mais la manière d'y arriver n'est pas claire. Economiser, c'est évidemment plus complexe que de jeter des idées sur papier.

Mais la clarté n'est pas la seule

chose qui manque dans cet accord. Pas un mot sur le délai de mise en place des mesures pour attirer à nouveau la classe moyenne en ville, sur une réelle simplification des structures politiques ou sur une politique moins éclatée et mieux coordonnée en matière de pauvreté et de logement. Tout comme nous ne trouvons aucune trace d'une po-

litique de sanction immédiate. Serait-ce encore un tabou ? Rudi Vervoort (PS) avait pourtant rompu un autre tabou par le passé : il avait plaidé pour un parcours d'intégration obligatoire.

Malheureusement, on ne retrouve rien à ce sujet dans l'ac-

cord. Bruxelles s'attend à une hausse importante de sa population, de l'ordre de 100.000 nouveaux habitants d'ici 2020, notamment par une immigration constante. Une vision ou un plan existe-t-il pour intégrer ces nouveaux Bruxellois ?

La conférence de presse du 14 juillet nous a finalement fait penser au 12 juillet 1999. Le Gouvernement Verhofstadt I prêtait alors serment. Avec une période de formation qui n'a duré que 29 jours « seulement » et qui ras-

semblait des extrêmes idéologiques, du PS à l'Open VLD. Les discours passionnés et de multiples plans étaient aussi de la

partie. Mais des années plus tard, les gouvernements (verts)violet restent dans les mémoires comme étant les pires gouvernements de ce pays, avec une note persistante de « boulevards of broken dreams ». Les conséquences budgétaires pèsent encore toujours sur notre avenir.

Les partenaires du gouvernement bruxellois ont présenté un projet sur 10 ans. Ce projet contient trop de solutions usées et dépassées pour apporter à Bruxelles le changement requis. Nous craignons pour les Bruxellois que, dans 10 ans, l'héritage de cette politique ne soit tout aussi catastrophique. ■